

La prostitution dans l'espace public, quelles nuisances, quelles solutions ? Quid des hôtels de passes.
--

PV du débat à thème du Jeudi 15 novembre 2007

Le débat proposé est en français. Ce qui pose un souci de compréhension pour certaines personnes. Il est expliqué que les professionnels présents, qui encadrent ce débat, sont en incapacité de poursuivre celui-ci en français ainsi qu'en néerlandais par manque de moyen.

Qu'en est-il de la prostitution dans le quartier d'Yser ?

L'évolution du quartier d'Yser est vécue comme une dégradation lente.

Il est précisé que la prostitution a toujours été présente dans ce quartier sous forme de maison de rendez vous, mais que celle-ci se faisait plus discrète, avec une éthique respectueuse envers les habitants. Cette prostitution était non visible et la cohabitation était bonne.

A savoir que la prostitution a débuté dans ce quartier en raison du niveau de pauvreté.

A l'heure actuelle, ce quartier est résidentiel, donc habité, avec une population familiale et la prostitution de rue s'est considérablement développée sur certaines rues. Un gros changement de personnes prostituées s'est effectué. Il est observé une forte présence des filles de l'est. Il est dit que celles-ci n'ont pas d'éthique. Aussi, il est remarqué un phénomène de drogue important. La cohabitation s'avère difficile.

Quelles sont les nuisances perçues dans ce quartier ?

Ces résidents montrent qu'à cause de la prostitution, il est amené des nuisances qui sont insupportables à vivre.

Il est observé des déménagements fréquents dus aux nuisances récurrentes qui sont :

- sonores (bagarres, klaxon, etc.)
- matérielles (voitures abimées, préservatifs dans les boîtes aux lettres, bouteilles, excréments, etc.)
- visuelles (tenues des personnes prostituées, rapports sexuels dans des lieux inadaptés, etc.) qui provoquent chez les résidents une gêne car le fait de « confronter leurs enfants à la prostitution de rue entrave à une bonne éducation ».
- relationnelles (accoste des habitants par les prostituées toxicomanes, etc.)

Précision sur la prostitution :

La prostitution de jour et de soirée n'amène pas de problème car les personnes prostituées gardent une éthique. Mais celle de nuit, qui ne représente pas les mêmes personnes prostituées (travestis et femmes de l'est), apportent plus de nuisances. Celles-ci provoquent des tensions.

Constats :

Les habitants déclarent que la police n'agit pas, au contraire, elle protège la prostitution.

Le souhait des habitants :

Les habitants souhaiteraient « éduquer » les personnes prostituées mais ils trouvent cela non envisageable étant donné leur nationalité (bulgares, roumaines, albanaises, etc.) et de ce fait leur changement de lieu perpétuel dû à leur papier. (À développer)

Il est signalé que la prostitution n'est pas le problème mais bien les incivilités qui accompagnent celle-ci.

Pour d'autres, il est dit que ce quartier est vivant et que grâce aux connaissances des personnes prostituées les habitants se sentent en sécurité la nuit. Une cohabitation est alors envisageable. Certaines personnes prostituées accostent les habitants mais ce n'est pas vécu comme un problème. Suite à ces dires, il est précisé que la prostitution de rue occupe certaines rues, donc certaines sont plus calmes ou plus bruyantes que d'autres.

Quelles solutions, par quels moyens?

- Acteurs de terrain :

La responsable de la brigade des mœurs explique le travail de la police comme une « lutte contre le proxénétisme ». Le but est d'établir une relation de confiance avec les personnes prostituées pour dénoncer le proxénète.

Leur façon d'agir :

- arrêter les personnes prostituées,
- les identifier,
- dresser un procès verbal,
- donner les coordonnées de la police si besoin est,
- expliquer la traite des êtres humains.

Il arrive que certaines personnes prostituées ne dénoncent pas tout de suite leur proxénète mais reviennent par la suite pour le faire.

La police responsable d'agir contre les incivilités est la police administrative. En effet, elle vise d'assurer "*le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique*". Cette police est en collaboration avec la police des étrangers.

Il arrive que les personnes prostituées soient renvoyées dans leur pays d'origine.

Il est précisé que la prostitution n'est pas punissable en soit. Le racolage l'est, mais les démarches sont souvent classées sans suite.

- Constat des mesures effectuées :

Le responsable du comité Alhambra pense que les mesures prises ont un effet pervers.

Il est actuellement constaté que la prostitution effectuée par les femmes de l'est a diminué.

Mais c'est un effet pervers car il y en a qui passe « entre les mailles du filet ».

Il y a également celles qui ont des papiers en règle mais qui ont des problèmes au niveau toxicomanie.

Concernant les équatoriens, il est difficile de les expulser.

On rencontre donc des relations conflictuelles entre les personnes prostituées.

- Une rue piétonnière pour moins de nuisances ? :

Une décision concernant la demande d'une rue piétonnière la nuit, qui est concernée par la prostitution de rue, a été apportée à la commune mais l'affaire est toujours en cours. Pourtant, cela n'empêche pas les personnes prostituées de travailler et les nuisances sonores dues par les voitures des « badauds » sont supprimées. Les habitants font remarquer qu'il est

impossible de dormir la nuit à cause de ces nuisances et qu'il faut y vivre pour le remarquer. Ils pensent que les personnes prostituées ne prennent pas conscience des nuisances provoquées.

La police agit contre le proxénétisme qui diminue le nombre des personnes prostituées mais le problème est que les actions ne répondent pas toujours aux difficultés rencontrées.

Information sur les travestis équatoriens :

Il a été précisé la manière d'arriver, en Belgique, des travestis équatoriens. C'est par des filières proxénètes que ces personnes parviennent. Les hommes se sentent femme dans un corps d'homme. Dans leur pays, l'homosexualité n'est pas acceptée. Il est alors difficile de vivre dans des conditions décentes et pour cela, les travestis vivent dans des lieux où ils sont acceptés comme tel c'est-à-dire dans des cabarets, dans le milieu de la prostitution, etc. L'Europe est vue comme l'« Eldorado ». Les travestis passent alors par des filières qu'ils payent en contrepartie grâce à la prostitution, dans le but de rembourser leurs dettes.

- Constat des actions policières et communales :

Ce qui est interpellant pour les habitants c'est que les mesures prises ne sont que des « petits morceaux » qui ne sont pas intégrés dans une optique globale de prise en charge. Il est reconnu qu'il n'y a pas de volonté politique à agir pour cette problématique.

Réponse :

La responsable de la brigade des mœurs appuie le fait que le « nettoyage » de la prostitution n'a pour résultat qu'un déplacement de la prostitution. Exemple : Rue Albert II. Il y a eu des pressions effectuées dans cette rue car des enjeux économiques étaient présents, en effet, des bureaux ne voulaient pas détériorer leur image. Il faut savoir que la pression policière a été la même que celle exercée maintenant dans le quartier d'Yser. C'est un effet limité dans le temps et provoque le déplacement. C'est pour cela que la prise en charge globale est utopique et n'apporte pas de résultat positif. Il faut savoir aussi que les personnes prostituées sont plus en sécurité ici en étant dans les hôtels de passes contrairement à la rue Albert II où les passes s'effectuaient dans les voitures.

- Pour une Villa Tinto à Bruxelles? :

Il a été abordé la possibilité de construire un bâtiment comme à Anvers, la Villa Tinto qui permet d'après les habitants, une grande sécurité pour leur travail et un déplacement de la prostitution, de ce quartier, dans ce bâtiment.

Réponse :

La police intervient pour expliquer que les personnes prostituées qui ne sont pas en règle avec leur papier et ne pourraient alors pas accéder à cette structure qu'ils demandent. Et dans le quartier d'Yser, on rencontre plus particulièrement des personnes qui sont dans l'illégalité. Donc cela ne répond pas à la réalité de terrain.

Face aux moyens de contrôle (caméra) et de répression (rafles) entrepris les résultats ne sont pas positifs. Ils ne font que déplacer la prostitution ou d'importuner la vie privée.

Pour information, la caméra n'enregistre que sur demande. En effet, la législation ne permet pas d'enregistrer en continu sauf si le procureur en fait la demande. Mais il faut savoir qu'il y a une personne postée, qui regarde l'écran. C'est un outil de prévention. Le fait d'envoyer des PV au domicile du client ne change rien dans ce quartier car ce n'est pas la même clientèle que l'avenue Louise, qui possède également une caméra.

Informations :

Il a été dit que les incivilités concernaient chaque commune et que la prostitution pouvait être volontaire et que celle-ci est bien distincte de la traite des êtres humains.

Rectification :

Le comité Alhambra a voulu signaler qu'il n'était pas contre la prostitution mais que dans ce quartier ce n'est pas toléré car cela amène des nuisances invivables. Ils ne veulent pas que l'on inverse les rôles en leur demandant d'être tolérants alors que ce sont eux les victimes des nuisances.

Les habitants précisent qu'ils veulent bien tolérer mais ne pas être laxistes.

Ils trouvent que ces faits sont trop répétitifs et que cela ne peut plus durer.

- Absence de lien entre différents interlocuteurs :

La responsable de la police a notifié qu'il manque un « maillon » qui pourrait travailler avec ses femmes au sujet des incivilités. En effet le comité Alhambra est un interlocuteur qui explique les nuisances rencontrées mais les personnes prostituées n'ont pas cet interlocuteur afin de s'exprimer sur leur ressenti face à ses remarques et la mise en accord d'une solution possible pour une cohabitation meilleure.

A ce propos, il a été dit que le quartier de Schaerbeek rencontrait les mêmes problématiques mais que la commune avait la volonté de s'ouvrir au dialogue entre les habitants et les personnes prostituées. Il a été apporté plusieurs projets de cohésion sociale à cet effet qui a permis de faire prendre conscience aux deux parties de la vie des uns et celle des autres. Ainsi, les femmes ont eu une attitude plus décente dans leur travail et les habitants ont adopté une attitude plus respectueuse envers elles. Un certain niveau de tolérance a été établi.

Le but pour le quartier d'Yser serait de trouver un terrain d'entente où la prostitution serait acceptée si celle-ci adopte un comportement correct. Le problème ici est qu'il y a un problème de compréhension dû à la barrière de la langue et que les habitants craignent les personnes droguées même pour communiquer.

Il est expliqué que le tissu associatif peut avoir ce dialogue mais pour cela il faut des moyens.

- Quid des hôtels de passes :

Concernant la thématique des hôtels de passes, les mesures communales ont été mises en place. Les taxes ont été attribuées.

Les habitants préféreraient que ces hôtels ne soient plus là, non pas contre eux, mais contre les nuisances que provoque la prostitution de rue. Il a été alors ajouté le fait que ces lieux permettraient aux femmes d'être en sécurité et d'avoir un minimum d'hygiène qu'elles ne trouvent pas dans la rue.

- Le travailleur de rue : un lien entre différents interlocuteurs ?

Le travailleur de rue serait-il un moyen d'être un maillon d'aide en lien avec les autres maillons concernés (personnes prostituées et habitants) ?

Si les travailleurs sont là quand les nuisances sonores se font, dans ce cas là, il peut y avoir une action possible. Les travailleurs doivent affronter les personnes droguées ainsi que les clients.

Réponses :

Le comité Alhambra souhaite qu'il n'y ait plus de personnes prostituées dans la rue car c'est la prostitution qui amène les nuisances. La responsable de la brigade des mœurs insiste sur le fait que ces personnes n'ont pas d'autres choix de carrière dû aux problèmes de langues, de cultures, etc. La prostitution privée ou celle exercée dans les bâtiments (Villa Tinto) est

accessible aux personnes qui sont sur le territoire belge légalement et possèdent plus de moyens.

Les moyens mis en œuvre pour lutter contre les nuisances sont des actions qui agissent contre les personnes prostituées. Cela n'a donc pas d'impact car les personnes droguées ont besoin d'argent pour se payer leur drogue, et les filles de l'est ont besoin d'argent pour survivre. Donc les rafles ne sont que des barrières à leur situation qui n'implique pas un changement de position.

Pour cela, il faut envisager des solutions alternatives dans le but d'améliorer le contexte actuel. Les nuisances sont réelles, est-il envisageable de cohabiter tous ensemble ?

La police s'efforce d'agir mais la commune est en état d'inertie. Les habitants observent un état profond de déni des pouvoirs communaux, et la police dépend du bourgmestre. Il faut savoir que la police provoque des rafles mais que la police de la Traite des Êtres Humains a besoin d'avoir des liens avec les personnes prostituées afin d'effectuer un travail en collaboration. On observe donc un court-circuitage entre les différents pouvoirs policiers.

Informations sur le proxénétisme :

La responsable de la brigade des mœurs explique que le proxénétisme a de nouvelles façons de procéder. Auparavant, les filles de l'est avaient pour obligation de dénoncer leur proxénète pour avoir des aides. Aujourd'hui, les proxénètes s'accordent de prendre 50%-50% ou 30%-70% des sous gagnés et en échange leur trouve un logement. Il y a plus de sécurité pour eux en s'adaptant de cette manière. Ce qui explique que les filles de l'est ne désire plus avoir son statut de TEH car cela les prive de certains moyens. Les filles gagnent vite et beaucoup d'argent en Belgique par rapport à leur pays, et de ce fait, elles envoient leurs économies dans leur famille.

Les habitants du quartier confirment qu'il y a plus d'adaptation de la part des proxénètes et que ceux-ci sont moins violents.

Pour constat, les rafles ne fonctionnent donc pas.

Il faut savoir que la police agit de 16h à 00h et que d'après les habitants, les nuisances débutent vers 00h. La police n'est pas vraiment utile d'après eux car dès qu'elle n'est plus là les nuisances reprennent.

Ce qui est également remarqué, c'est la hiérarchie présente entre les personnes prostituées. Il y a un contrôle entre elles. Les plus anciennes sont plus autoritaires mais également plus ouvertes à une paix sociale.

Remarque :

Les habitants remarquent que le quartier se dégrade. Ils ne veulent plus de prostitution dans un quartier résidentiel et familial. Ils n'incombent pas la faute aux prostituées mais plutôt à la clientèle.

Précision au niveau national et communal :

Il a été apporté comme précision que la Belgique est un pays qui en matière de prostitution, est abolitionniste de toutes formes de réglementation (convention de New York, 1948) et n'accepte alors pas d'aménager des espaces pour les personnes prostituées comme on les retrouve en Allemagne. Ces zones sont des structures aménagées, dans des zones acceptées pour, avec lits et douches. Elles sont allouées en échange de rémunération. Ces zones acceptent les personnes qui se retrouvent en illégalité.

Il est remarqué que la Belgique ose faire payer des impôts à ces travailleuses mais qu'elles n'ont tout de même pas de droits.

Les communes de Bruxelles n'acceptent pas de s'accorder sur une zone de tolérance, mais en revanche, souhaitent toutes une zone d'intolérance.

Conclusion :

Il a été recadré que les décisions doivent se faire ensemble afin d'entendre le point de vue de chacun et les besoins de tous.

La priorité n'est pas de « chasser » les personnes prostituées mais de trouver une solution en vue d'une meilleure cohabitation.

Compte rendu de la Quinzaine des femmes du jeudi 15 novembre et du jeudi 22 novembre 2007 :

Compte rendu de l'atelier différence entre prostitution volontaire et traite des êtres humains.

Les personnes présentes étaient des intervenants de différentes institutions telles qu'Espace P et Entre2, des étudiants, des personnes prostituées, Sonia travailleuse sexuelles et militante, un habitant du quartier et un formateur de la police fédérale, responsable de la cellule TEH.

Dans cet atelier, plusieurs grands thèmes ont été abordés tels que les rafles de police, des questions portant sur la traite des êtres humains, et enfin la prostitution volontaire. Le formateur présent à la table, a pu nous expliquer ce qu'étaient des rafles de police, qui les organisait et dans quel but, celles-ci avaient lieu dans le domaine de la prostitution.

« Il expliquait qu'une rafle de police a lieu à une date précise, celle-ci regroupe des agents de police, un juge d'instruction et un magistrat. Ce sont ceux-ci qui dirigent l'opération. Une rafle est prise par décision politique, cela peut être pris par un bourgmestre d'une commune, un magistrat, un parquet. En ce qui concerne les rafles de police portant sur la prostitution, leurs buts sont de constater, s'il n'y a pas de mineur mis en cause où si la prostituée n'est pas forcée. »

Il était intéressant de comparer ce que le formateur disait au niveau de la théorie et ce que vivent les prostituées au quotidien. L'écart entre les deux reste grand. Il nous a expliqué la procédure des rafles portant sur la prostitution. Lorsqu'une rafle a lieu et que les agents de police remarquent que les prostituées sont majeures, ont des papiers en règle, celles-ci n'ont pas de problème, cependant si c'est le cas contraire, elles sont emmenées au commissariat de police. Une prostituée expliquait la manière dont les agents de police les traitent lors du contrôle. Celles-ci doivent se déshabiller, réaliser des flexions, subir des humiliations de la part des policiers et rester plusieurs heures derrière les barreaux. Le formateur de la police fédérale était d'accord pour dire qu'il existe des policiers corrects et incorrects. Cela reflète l'image de la société. Certains agents de police font des abus de pouvoir.

En ce qui concerne la traite des êtres humains, on l'associe généralement à la prostitution. Cependant, on oublie souvent que d'autres domaines sont liés à la traite, comme le textile (Les femmes qui travaillent pendant des heures pour un revenu de misère), l'horéca.... Il ne faut pas se voiler la face, il n'y a pas que des personnes victimes de la traite des êtres humains dans le milieu de la prostitution. En effet, il existe aussi une prostitution volontaire. Le mot « volontaire » est complexe à définir dans ce cadre. Il y a la prostituée volontaire, c'est-à-dire celle qui se prostitue pour diverses raisons comme combler les fins de mois, ou parce qu'elles en font leur principale activité économique simplement. Il y a aussi la dans cette prostitution volontaire les femmes qui arrivent par des filières, sous le couvert d'un visa touristique d'une durée de 3 mois. Elles savent qu'elles viennent pour se prostituer, cependant, elles ne savent pas dans quelles conditions.

Les politiques nous font croire qu'il y a plus de prostituées victimes de la traite ce qui en réalité n'est pas vrai, ce serait plutôt l'inverse, selon le formateur de la police fédérale.

Le comportement des clients a également été abordé. Les prostituées présentes sont unanimes pour dire que le comportement et les demandes de ceux-ci ont changé, et ce depuis, entre autre, l'arrivée des femmes des pays de l'est. Il y a une concurrence au niveau des prix. Les femmes des pays de l'est ont (toujours selon les dires des personnes présentes) cassé ceux-ci, ce qui n'est pas évident pour celles qui avaient des tarifs plus hauts. De plus, elles sont d'accord pour dire qu'il y a plus de violence qu'auparavant. Certains clients les traitent comme des choses et non comme des êtres humains.

Plusieurs prostituées ont fait part d'une nouvelle réalité de leur travail, à savoir que certains clients refusent de plus en plus le port du préservatif ou l'enlèvent en cachette lors du rapport sexuel. Face à ce genre de situation, elles se sentent impuissantes et la police ne leur sera d'aucun secours malgré le fait que retirer le préservatif sans le consentement de la personne peut s'apparenter à un viol, punissable pénalement.

Encore une fois, le formateur de la police fédérale a expliqué que l'agent de police doit se rendre sur place si une prostituée les appelle dans ce genre de situation et dresser un procès verbal, cependant dans la réalité, cela reste tout autre. Les prostituées n'osent pas appeler la police par crainte, soit parce qu'elles ne sont pas en règle au niveau de leurs papiers ou parce qu'elles pensent que la police ne se rendra pas sur place.

Une question importante a été soulevée, à savoir : Pourquoi la rue d'Aarschot n'est pas reconnue comme une rue où la prostitution se pratique ? Auparavant, les établissements se trouvant dans la rue d'Aarschot étaient considérés comme des établissements de débauches. Actuellement, ceux-ci sont considérés comme des établissements de débits de boissons. Les prostituées expliquaient que lorsque des contrôles avaient lieu, les agents de police fouillaient toutes les pièces du bar en espérant trouver un élément en rapport avec le sexe (préservatifs, lubrifiants....), ils allaient même jusqu'à fouiller les poubelles !

Un des derniers sujets à avoir été abordé fut ce qui était légal et illégal. Les téléphones roses, la pornographie, les sex-shops sont illégaux, cependant ceux-ci ne sont pas poursuivis. En effet, les lois les régissant existent encore mais ne sont plus appliquées. Le formateur de la police fédérale nous a expliqué que ce sont les magistrats du parquet qui décident de poursuivre ou non et de faire appliquer ces lois. La complexité vient du fait que certains magistrats du parquet de tel arrondissement les font appliquer et d'autre pas.

En conclusion, cet atelier a permis aux différentes personnes présentes, de partager leurs vécus, leurs histoires et de comparer ce qui doit théoriquement se passer et ce qui se passe en réalité. Grâce à ce débat, les différents intervenants ont pu apporter une vision plus nuancée de la prostitution, et de ce que ces filles vivent au quotidien.

Le jeudi 22 novembre 2007, trois ateliers avaient lieu, à savoir :

- L'impact de la prostitution, de la pornographie et d'Internet sur la sexualité
- Les grossesses désirées ou non, quelles possibilités ?
- Mythes et croyances par rapport à la contraception et aux IST.

La question des grossesses désirées ou non n'a pas été abordée, vu le peu de personnes intéressées par celle-ci.

Compte rendu de l'atelier sur l'impact de la prostitution de la pornographie et d'internet sur la sexualité.

Les personnes présentes autour de la table étaient des intervenants du Projet Rousseau, du planning Aimer Jeunes, d'Espace P et enfin des intervenants Adzon, C.A.W Mozaïek. Les travailleurs d'Adzon développent une offre différenciée de services et d'aides dans la Région bruxelloise. Ils veulent renforcer le bien-être global de personnes prostituées masculins, les soutenir et les valoriser dans leur vie quotidienne. Ils nous ont expliqué leur travail de rue et leur méthodologie pour entrer en contact avec leur public cible via Internet. Ils effectuent des permanences sur les « chat rooms » et ont un site web informatif. Si le C.A.W réalise du travail social sur le net, c'est suite à un constat selon lequel, il y aurait une migration des travailleurs sexuels vers Internet.

C'est grâce à une présence assidue sur les même « chat room » que les personnes qui les fréquentent connaissent Adzon. Si ceux-ci ont des questions ou des besoins médicaux, les travailleurs sociaux peuvent les orienter vers le centre afin de rencontrer le médecin.

Les sites Internet proposant des rencontres avec des filles dénudées seraient une réponse à la répression. En effet, suite aux nombreuses rafles de police, ce genre de rencontre via le net serait moins dangereux et plus anonyme tant pour la fille que pour le « client ». Il serait plus discret de négocier via les sites Internet que sur le trottoir.

Un intervenant d'Espace P a expliqué les enjeux du reportage diffusé mercredi soir sur la R.T.B.F. par le magazine 'questions à la une ». Celui-ci traitait de l'influence de la pornographie sur les enfants et les manières dont les pédophiles piègent les jeunes via Internet. En effet, comment les enfants perçoivent-ils les images qu'ils voient sur le net, quelles sont les conséquences sur leur vie affective et sexuelle ?

Nous sommes tous unanimes pour dire que les films et les images à caractères pornographiques vont de plus en plus loin dans la violence qu'auparavant. Il arrive que certains jeunes se réfèrent à celles-ci et conçoivent la relation sexuelle comme celle montrée dans les films pornographiques. Une intervenante du planning Aimer Jeunes a constaté lors de leurs nombreuses animations dans les écoles que les jeunes se posent de plus en plus de questions face à ce qu'ils voient. (Est-ce que la taille de leur sexe est normale?, faut-il hurler pour montrer qu'on a du plaisir ?.....)

La pornographie reste un sujet tabou et comporte des aspects positifs et négatifs. Négatifs parce qu'elle risque d'entraîner les jeunes à reproduire ce qu'ils voient dans les images ou films pornographiques, de plus une dépendance à ce genre de film peut avoir lieu. On constate que dans la plupart de ces films, le port du préservatif n'est pas utilisé, ce qui à l'heure actuelle reste le seul moyen pour se protéger contre les maladies sexuellement transmissibles. Etant donné que le marché de la pornographie évolue et que son accès devient plus en plus facile pour tous, il serait avantageux que les acteurs de ce type de films, utilisent un préservatif à chaque scène. De cette manière, il passerait un message préventif aux téléspectateurs ou Internautes.

La pornographie a aussi un aspect positif, car il permet à certaines personnes de voir ce qu'est le corps d'une femme ou d'un homme, comment ceux-ci sont constitués, chose qu'il n'est pas toujours facile d'aborder en famille ou entre amis.

Autre question abordée est celle de l'éducation sexuelle dans les écoles tant en primaire qu'en humanité. Ce type de cours est absent voir inexistant. Certaines écoles refusent même ce type d'information, soit parce que la philosophie de l'école est contre soit parce que les parents d'élèves le sont aussi. On ne parle pas assez de la sexualité, ni de la relation affective auprès des enfants.

Le dernier sujet approché, fut celui de la sexualité et de la religion. Certaines prostituées avaient expliqué aux travailleurs sociaux, que des hommes de religion musulmane se rendaient chez elles pour une fellation. Ils leur expliquaient qu'ils ne souhaitaient pas que leurs femmes réalisent ce genre d'actes de peur qu'elles y prennent goût et qu'elles aillent voir ailleurs ! Encore une fois, la religion telle qu'elle soit peut être un frein dans l'épanouissement sexuel et la connaissance de celle-ci.

Il est clair que les politiques ont un rôle primordial à jouer en matière de contrôle et régulation d'accès à la pornographie sur Internet. Mais aussi que les dispositifs qui seront mis en place, doivent aller de pairs avec une éducation aux média et aux décodages des informations.

Pour terminer, nous sommes convaincus que si les travailleurs sociaux veulent jouer un rôle de prévention dans ce domaine, il faut que ceux-ci soit en accord avec la technologie, leur donner les moyens d'y arriver et travailler ensemble, en partenariat vu l'ampleur que prend le phénomène.

Lamey Amélie, stagiaire assistante sociale.

Mythes et Croyances par rapport à la contraception et aux IST.

PV du débat à thème du Jeudi 22 novembre 2007

Présence de différents travailleurs sociaux des associations Aimer Jeunes, Mosaik, Espace P..., Dune et Entre 2.

Nous avons relaté des faits réels de terrain qui concerne des mythes au sujet des IST :

- Le fait d'uriner évacue le SIDA
- Le vaccin est un risque !
- Serrer la main contamine.
- Les travestis qui changent de sexe n'ont plus le SIDA après l'opération.
- Si le résultat du test du SIDA est négatif, le comportement peut rester le même.
- Le dépistage protège.
- Le SIDA se voit physiquement sur une personne.
- L'hépatite B. se transmet seulement par le sang.
- La syphilis n'est pas reconnue comme une maladie sexuellement transmissible.
- Concernant la prostitution homosexuelle, les hommes pensent qu'être passif avec un homme, c'est plus dangereux que la fellation ou tout autre acte.
- Les personnes atteintes du SIDA meurent tout de suite
- Les plus jeunes pensent qu'ils existent un vaccin contre le SIDA
- Les femmes prostituées se protègent avec leurs clients car il peut y avoir des risques. Mais pas avec leur copain car c'est une relation stable et fidèle.
- Les personnes toxicomanes pensent avoir plus de risque d'avoir l'hépatite que le SIDA.
- Pour les jeunes, le SIDA n'est pas de leur génération, c'est celle de leurs parents.
- La syphilis n'existe plus.
- Les personnes qui ne sont ni homosexuelles, ni toxicomanes n'ont pas à se protéger.
- On ne peut ni tomber enceinte, ni attraper une IST lors du premier rapport sexuel.
- Quand on a le SIDA, on ne peut plus avoir une vie normale (pas d'enfants, etc.)
- Le préservatif ne donne pas de vrai contact. Alors le préservatif est mis mais le bout de celui-ci est coupé pour ressentir le plaisir. Dans ce cas là, le préservatif est mis dans le but de faire plaisir aux travailleurs sociaux qui font de la prévention.
- La fidélité est un gage de confiance dans un couple stable donc on n'est pas obligé de se protéger.
- Quand une femme prend la pilule, elle ne risque rien.

Mythes quand à la contraception :

- la pilule rend stérile
- celle-ci fait grossir
- elle diminue le désir sexuel
- quand on prend la pilule, on ne risque rien.

Réflexions :

- Les personnes venant de l'est n'ont pas d'informations sur le sujet. Mais ces personnes sont le plus souvent ouvertes au sujet de la prostitution et de la promotion de la santé.
- Le SIDA est le plus connu des IST mais les autres ne le sont pas du tout.
- Attention à ne pas « diaboliser » les IST. Cela génère une angoisse. De ce fait, il y a un problème de consommation du test de dépistage du SIDA, surtout pour les

personnes hypocondriaques. Ces personnes sont fort axées sur leur sexualité. Le test est considéré comme un médicament.

- La séropositivité est vécue comme une fatalité et les comportements ne sont pas adaptés après l'annonce de celle-ci.
- La séropositivité marque un changement de regard des autres envers la personne. Celle-ci ne se sent pas en confiance et de ce fait peut mentir au sein de son couple et contaminer l'autre personne.
- Le préservatif est trop banalisé mais pas bien utilisé (ongles, dents, etc.)
- Il est difficile d'approcher les personnes atteintes du SIDA en groupe, car celles-ci ne veulent pas faire savoir aux autres leur séropositivité. Il ne faut pas concevoir des groupes qui se rencontrent trop souvent sur peu de temps, car, généralement, ces personnes ne viennent pas jusqu'au bout de la vie de groupe étant donné l'importance sur leur emploi du temps ou alors par rapport au fait que ce public est trop fluctuant. Un travail de remise en question sur ce fonctionnement est à faire. (DUNE)
- Des séances d'informations étaient organisées dans un café sur des thématiques de promotion de la santé. Cela fonctionnait très bien et amenait plus de personnes à consulter. (Entre 2)